

Comment Donald Trump réaffirme la position des Etats Unis en Syrie en soutenant les combattants Kurdes contre l'Etat Islamique



Donald Trump a autorisé l'armée américaine à équiper les forces kurdes syriennes (YPG) pour concourir à une victoire sur l'Etat islamique provoquant de fait l'ire d'Ankara.

Avec Alain
Rodier

Atlantico : Donald Trump a autorisé l'armée américaine à équiper les forces kurdes syriennes (YPG) « autant qu'il sera nécessaire pour remporter une nette victoire sur l'organisation Etat islamique [EI] » en jugeant que les Kurdes associés aux brigades arabes sont "la seule force capable de prendre Raqqa dans un avenir proche". Comment jugez-vous cette stratégie d'un point de vue purement militaire ?

Alain Rodier : Depuis son élection, beaucoup d'observateurs (dont je suis) s'interrogeaient sur ce qu'allait faire le nouveau président Donald Trump. Si les questions restent entières sur de nombreux sujets, il semble se dessiner une politique au Proche-Orient qui peut se résumer à deux points principaux :

- le premier en opposition avec la ligne suivie par l'administration précédente est : le principal adversaire des États-Unis dans la zone reste l'Iran (mais c'est un sujet que je ne développerai pas dans cet ITW)
- le second qui est dans la continuité de la stratégie adoptée depuis 2015 en Syrie est : la seule force fiable capable de conquérir Raqqa, la « capitale » du proto-Etat Islamique est constituée par les Forces Démocratiques Syriennes (FDS). Pour « faire passer la pilule à Ankara » qui considère les FDS comme une émanation du PKK, Washington affirme (en mentant éhontément) que la majorité des activistes qui composent aujourd'hui les FDS sont des Arabes et des Syriaques. En effet, se sont les Unités de protection du peuple (YPG et leurs homologues féminins, les YPJ) qui restent majoritaires dans cette coalition de circonstance qui a vu le jour juste après la bataille de Kobané.

S'il est exact que les FDS sont les seules forces constituées qui ont les ressources humaines et surtout idéologiques capables de s'opposer aux guerriers fanatiques de Daech, je doute personnellement qu'en dehors des effets d'annonce, les combattants kurdes aient vraiment l'intention de prendre la ville de Raqqa qui est située au sud de leur zone de peuplement et donc d'intérêt prioritaire. Quant aux tribus arabes et aux Syriaques, ils sont aussi en dehors de leurs régions d'origine. Si tous ont fait preuve d'un véritable héroïsme pour défendre leur pré carré, je me pose des questions sur leur volonté réelle d'en sortir (géographiquement parlant) car ensuite il faudra gérer la situation localement.

Il convient de ne pas oublier que le seul objectif des Kurdes est d'établir un « Rojava » (Kurdistan syrien) autonome qu'ils ne revendiquent pas encore comme totalement indépendant pour des raisons de « politiquement correct ». A savoir que le mythe d'une future « Syrie fédérale » reste d'actualité dans les discours officiels, même à Moscou. La réalité est toutefois plus prosaïque : la Syrie - comme l'Irak et la Libye - est aujourd'hui scindée en plusieurs entités : la Syrie « utile » à l'Ouest tenue par le régime, le « Rojava » au Nord avec quelques enclaves arabes et syriaques, un « Sunnistan » patronné indirectement par Al-Qaida « canal historique » dans la province d'Idlib au Nord-Ouest et un autre Sunnistan actuellement dirigé par Daech à l'Est (de Raqqa à Deir ez-Zor). Cette partition me semble définitive. Que cela plaise ou non, il va donc falloir faire avec.

Même si ces livraisons de "matériel léger" peuvent permettre d'accélérer la chute de l'Etat Islamique en Syrie, n'est-ce pas dangereux d'un point de vue politique ? Est-ce que cela ne risque pas, à termes, d'encore plus déstabiliser la région ?

Il y a une différence entre ce que déclare le président Trump qui parle de moyens « autant que nécessaire » et l'état-major US qui ne veut fournir que des « armes légères, munitions, mitrailleuses, véhicules blindés ou équipements du génie (comme des bulldozers) ». Pour conquérir Raqqa puis éventuellement poursuivre sur Deir ez-Zor, il faudrait des armements lourds comme des chars de bataille et de l'artillerie lourde, ce qu'Ankara refuse catégoriquement. Nul doute que cela sera au cœur des discussions que va avoir le président Erdoğan lors de sa visite officielle aux États-Unis le 16 mai. Les deux dirigeants étant imprévisibles, aucun pronostic ne peut être aujourd'hui avancé. Mais des indices laissent à penser que les relations bilatérales USA-Turquie pourraient se dégrader avec des conséquences pour la base aérienne d'Incirlik qui permet actuellement au Américains d'intervenir en Syrie et en Irak. Cela dit, ils ont des solutions tactiques de rechange.

Pour terminer avec la politique étrangère de Donald Trump, elle semble se dessiner au coup par coup, Washington ne semblant pas avoir de vision politique à long terme. Mais il ne faut pas se faire d'illusions, c'est aussi le cas pour les capitales européennes. Certains esprits chagrins diront que c'est impossible et pourtant, le président Poutine semble, lui, avoir une vision à long terme.

Avec l'annonce de ces livraisons, les Etats-Unis se sont attiré l'ire d'Ankara qui dénonce là une "erreur" et considère par la voix de Nurettin Canikli, vice-premier ministre turc que "Fournir des armes aux YPG est inacceptable". La Turquie voyant le YPG comme la branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Mais cette comparaison n'est-elle pas hâtive ?

Pour une fois, je suis désolé de dire que le président Erdoğan n'a pas totalement tort. Le Parti de l'union démocratique (PYD) dont dépendent ses bras armés YPG et YPJ est un proche cousin du PKK, mouvement encore désigné comme « terroriste » par la majorité de la communauté internationale. Pour s'en convaincre, il suffit de voir les nombreuses bannières à l'effigie d'Abdullah Ocalan, le chef historique du PKK (qui purge une peine de prison à perpétuité sur l'île d'Imralı en Turquie) qui décorent toutes les manifestations officielles du PYD. Il faut se rappeler que dans le passé la Syrie a accueilli l'état-major du PKK jusqu'à ce que la nouvelle situation provoquée par l'effondrement de l'URSS appelle à plus de « discrétion ». Mais les Kurdes syriens restent très proches de leurs homologues turcs et certainement plus que des Kurdes irakiens, l'unité du « peuple kurde » restant aussi un mythe.

Pour saisir toute la complexité de la situation, il convient de souligner que les Kurdes syriens ne se sont pas opposés au régime de Bachar el-Assad après la révolution de 2011(1), que les Russes les soutiennent également mais dans le canton d'Efrin situé à l'ouest du Rojava. Les Russes et les Américains servent dans leurs secteurs d'influence respectifs de « forces d'interposition » entre les Kurdes et l'armée turque. Cette dernière ne se prive pas d'effectuer des bombardements en Syrie - comme en Irak du Nord - de « forces terroristes » mais pour le moment fait attention à ne pas toucher un Russe ou un Américain. Mais personne n'est à l'abri d'une bavure dramatique.

De plus, il est assez étonnant de voir que Washington soutient un mouvement dont l'idéologie de base reste le marxisme-léninisme et qui indirectement (et parfois directement) est loin d'être hostile au régime de Bachar el-Assad. C'est là que se trouve toute la complexité du Proche-Orient ! Au fait, le candidat Trump avait promis éradiquer Daech en trois mois... Preuve est encore donnée que les promesses n'engagent que ceux qui le croient.

Il y a une différence entre ce que déclare le président Trump qui parle de moyens « autant que nécessaire » et l'état-major US qui ne veut fournir que des « armes légères, munitions, mitrailleuses, véhicules blindés ou équipements du génie (comme des bulldozers) ». Pour conquérir Raqqa puis éventuellement poursuivre sur Deir ez-Zor, il faudrait des armements lourds comme des chars de bataille et de l'artillerie lourde, ce qu'Ankara refuse catégoriquement. Nul doute que cela sera au cœur des discussions que va avoir le président Erdoğan lors de sa visite officielle aux États-Unis le 16 mai. Les deux dirigeants étant imprévisibles, aucun pronostic ne peut être aujourd'hui avancé. Mais des indices laissent à penser que les relations bilatérales USA-Turquie pourraient se dégrader avec des conséquences pour la base aérienne d'Incirlik qui permet actuellement au Américains d'intervenir en Syrie et en Irak. Cela dit, ils ont des solutions tactiques de rechange.

Pour terminer avec la politique étrangère de Donald Trump, elle semble se dessiner au coup par coup, Washington ne semblant pas avoir de vision politique à long terme. Mais il ne faut pas se faire d'illusions, c'est aussi le cas pour les capitales européennes. Certains esprits chagrins diront que c'est impossible et pourtant, le président Poutine semble, lui, avoir une vision à long terme.